



Le 2 mars 2006

Des représentants officiels des États-Unis présentent les enjeux en matière de sécurité énergétique dans l'hémisphère occidental

La secrétaire adjointe Harbert du département américain de l'Énergie évoque l'importance du capital privé – les forces du marché

Washington — Parce que la croissance et le développement économiques de l'hémisphère occidental reposent de plus en plus sur la capacité d'acquérir des ressources qui offriront une énergie fiable, abordable et propre, les nations doivent coopérer pour assurer une plus grande sécurité énergétique, affirme Karen Harbert, secrétaire adjointe du Bureau des politiques et des affaires internationales au département américain de l'Énergie.

Le 2 mars, dans son témoignage devant le sous-comité sur l'hémisphère occidental du comité de la Chambre sur les relations internationales, M^{me} Harbet a mentionné aux législateurs que le prix élevé du pétrole et du gaz naturel, la vulnérabilité de l'infrastructure et la volatilité politique des domaines de production traditionnels figurent parmi les défis énergétiques que doit relever l'hémisphère occidental. D'autres défis, a-t-elle dit, comprennent des régimes juridiques et réglementaires imprévisibles et non transparents, la tentation d'augmenter le rôle de l'État et les parts gouvernementales dans les recettes de ressources naturelles et des exigences d'investissements massifs dans l'énergie.

M^{me} Harbet a dit au sous-comité que le gouvernement américain s'est engagé à travailler avec ses partenaires hémisphériques à surmonter ces défis et à favoriser une ère au sein de laquelle il est possible d'atteindre un but commun, à savoir assurer la sécurité énergétique à l'échelle de l'hémisphère.

Pour réaliser un maximum d'efficacité dans l'exploitation et l'utilisation énergétiques, a-t-elle ajouté, les efforts déployés par les nations hémisphériques pour assurer la sécurité énergétique doivent inclure des engagements à la tarification en fonction du marché et des investissements ouverts pour faire en sorte que chaque pays atteigne son plein potentiel.

« Afin d'assurer la solidité, la stabilité et la prospérité de l'hémisphère, nous croyons que tous les pays devraient baser l'exploitation, le transport et l'utilisation énergétiques sur la fiabilité du marché en faisant usage de capitaux privés pour garantir l'exploitation et en utilisant les meilleures technologies et une grande diversité de ressources énergétiques pour donner les meilleurs choix aux consommateurs », a affirmé M^{me} Harbert.

Elle a ajouté que l'adoption de politiques énergétiques adéquates fera toute une différence dans les efforts déployés par chaque nation hémisphérique à assurer la sécurité et la prospérité énergétiques, mais elle a reconnu que ces choix de politiques représentent des défis dans de nombreux pays. Elle a également dit être préoccupée par les politiques étatiques qui entraveront au développement énergétique.

« La sécurité énergétique dépend des choix que font les pays et nous sommes inquiets que certaines nations de notre hémisphère posent des choix qui n'optimiseront pas l'exploitation de nos ressources énergétiques, a-t-elle ajouté. Des actions qui restreignent l'investissement étranger et qui mettent en œuvre ou haussent la portée des industries de l'énergie administrées par l'État limitent leur capacité à avoir accès à des capitaux d'investissement, restreignant ainsi l'exploitation des approvisionnements et de la infrastructure énergétiques, et leur accès. »

M^{me} Harbert a également mentionné que les partenariats américains avec le Canada, le Mexique, le Brésil, la Colombie, le Pérou, les pays d'Amérique centrale et Trinité-et-Tobago démontrent les avantages que présentent les politiques d'investissement étranger et d'énergie axée sur le marché. Elle a ajouté que, même si les autres nations hémisphériques optaient pour des modèles de développement énergétique plus étatique, de telles politiques comporteront des coûts. « Il s'agit d'un modèle qui pourrait constituer un attrait patriotique, mais qui offre moins de prospérité aux citoyens », a-t-elle souligné.

Voici le contenu de l'énoncé de M^{me} Harbert au moment de l'allocution :

(début du texte)

Témoignage devant le comité de la Chambre sur les relations internationales
Sous-comité sur l'hémisphère occidental

« La sécurité énergétique de l'hémisphère occidental »
Karen A. Harbert

Secrétaire adjointe du Bureau des politiques et des affaires internationales
Département américain de l'Énergie
Le jeudi 2 mars 2006
14 h

Immeuble Rayburn House Office Building, salle 2172

Bonjour Monsieur le président et membres du comité. Je suis heureuse d'être parmi vous aujourd'hui pour discuter des efforts de l'administration en vue de renforcer la sécurité énergétique de l'hémisphère occidental, détaillant à la fois nos réussites indéniables et les défis auxquels nous devons faire face. Dans mon témoignage aujourd'hui, je compte présenter le bilan de nos efforts, de même que le point de vue du département de l'Énergie sur les marchés, l'intégration et la diversification énergétiques et l'exploration et le développement des ressources énergétique dans l'hémisphère occidental.

La sécurité énergétique est étroitement liée à la prospérité économique et à la sécurité nationale. Ce concept est au cœur du projet de loi sur l'énergie signé par le président Bush l'été passé et de son initiative énergétique avancée (AEI) annoncée dans le cadre de son discours sur l'état de l'Union 2006. Mais notre futur énergétique nécessite plus qu'une approche nationale. Nous croyons qu'un hémisphère occidental sûr et prospère est vital à nos intérêts nationaux. Des marchés intégrés, une infrastructure interconnectée, le développement technologiquement avancé d'une grande diversité de ressources et une utilisation finale efficace donneront lieu à un hémisphère occidental solide et confiant qui bénéficiera aux États-Unis et à la population de chaque pays de notre hémisphère.

Les États-Unis ont consommé 20,7 millions de barils de pétrole par jour en 2005, dont 6 millions provenaient de sources (approvisionnement total net) de l'hémisphère occidental, surtout de nos pays frontaliers du Canada et du Mexique. En 2005, les importations nettes comptaient pour 58 p. 100 de la consommation totale de pétrole des États-Unis. D'après l'analyse de l'Energy Information Administration (EIA), treize pays de l'hémisphère occidental ont fourni 49 p. 100 de l'importation brute de pétrole naturel et de produits pétroliers des États-Unis. Nos voisins de l'hémisphère constituent trois des quatre plus importants fournisseurs – le Canada, le Mexique et le Venezuela – les Canadiens occupant la première place parmi les fournisseurs de pétrole naturel et de produits pétroliers. Ces trois pays comptaient pour 39 p. 100 des importations brutes américaines en 2005, avec l'Équateur, la Colombie, le Brésil, Trinité-et-Tobago, et l'Argentine se situant dans les 25 premières sources.

Pour la majeure partie, le portrait énergétique de l'hémisphère occidental est nettement divisé entre les pays producteurs et les pays consommateurs, avec un certain degré de chevauchement. Les marchés énergétiques sont grandement intégrés dans certaines régions et détachés dans d'autres. Les perspectives de croissance et de développement économiques dans la région dépendent de plus en plus du déverrouillage de ressources précieuses pour fournir de l'énergie fiable, rentable et propre.

La sécurité énergétique de l'hémisphère occidental est rehaussée grâce à l'adoption de politiques qui multiplient les sources et types d'approvisionnements énergétiques mondiaux, augmentent l'efficacité de la production et de la consommation énergétiques, encouragent l'utilisation des technologies les plus respectueuses possible de l'environnement, augmentent la transparence et l'exploitation efficace des marchés énergétiques et renforcent la capacité de répondre aux perturbations de l'approvisionnement pétrolier. Pour garantir la plus grande sécurité énergétique dans l'hémisphère occidental, nous devons travailler avec nos voisins à atteindre des buts communs et à assumer la responsabilité pour le rôle que chacun d'entre nous joue sur le marché énergétique mondial. Le département de l'Énergie et d'autres organismes gouvernementaux américains sont engagés à réaliser ces objectifs stratégiques.

Voici certains des plus importants défis auxquels les pays de l'hémisphère doivent faire face :

- Prix élevé du pétrole;
- Prix élevé du gaz naturel;
- Vulnérabilité de l'infrastructure;
- Volatilité politique dans les domaines de production traditionnels;
- Problèmes de sécurité dans la protection de l'infrastructure de production et de distribution;
- Production déclinée dans des domaines traditionnels;
- Régimes juridique, réglementaire et fiscal imprévisibles et non transparents qui font obstacle au développement des ressources et de l'infrastructure nécessaires ;
- Tentation d'augmenter la participation de l'État et les parts gouvernementales des revenus de ressources naturelles, imposant des limites à l'accès de capitaux nécessaires à l'investissement;
- Préoccupations au sujet de la capacité de raffinement, surtout pour ce qui est de composer avec le virage en faveur du pétrole lourd;
- Des exigences d'investissements massifs dans l'énergie au cours des prochaines années (l'Agence internationale de l'énergie estime que l'Amérique latine nécessitera 1,3 billions de dollars américains d'investissement dans son secteur de l'énergie de 2001 à 2030);
 - Manque de financement pour des sources énergétiques de rechange.

Cependant, les possibilités l'emportent sur ces défis. Les États-Unis se sont engagés à favoriser une ère au sein de laquelle il est possible d'atteindre un but commun, à savoir assurer la sécurité énergétique à l'échelle de l'hémisphère. Chaque pays doit faire des choix pour garantir la sécurité énergétique. Pour assurer l'efficacité maximale de l'exploitation et de l'utilisation énergétiques, ces choix doivent inclure des engagements à la tarification en fonction du marché et à des investissements ouverts pour faire en sorte que chaque pays réalise son plein potentiel. Ces choix représentent des défis pour de nombreux pays de notre hémisphère, mais prendre la bonne décision fera vraiment la différence dans la quête du pays à assurer une sécurité énergétique et une prospérité économique pour ses citoyens.

Dimensions internationales de la politique américaine en matière d'énergie

La croyance sous-jacente de notre politique en matière d'énergie tient pour acquis que l'accès à des sources d'énergie sûres, fiables et abordables est fondamental à la sécurité nationale économique. Étant donné que l'énergie est l'élément vital des économies du monde entier, la croissance économique mondiale repose sur des approvisionnements d'énergie adéquate, fiable et abordable. Les objectifs clés des politiques étrangères, y compris le soutien à la démocratie, au commerce, au développement économique viable, à la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement, dépendent de l'offre d'approvisionnements d'énergie sûre, fiable et abordable.

À titre du plus grand producteur et consommateur de ressources énergétiques, les États-Unis doivent être les premiers à relever les défis énergétiques du monde et à assurer un future énergétique sécuritaire. Cependant, les marchés énergétiques sont de plus en plus intégrés; il est donc nécessaire de déployer des efforts internationaux bien coordonnés pour assurer notre sécurité énergétique nationale. En raison de la nature mondiale des marchés énergétiques, l'approvisionnement de services énergétiques adéquats, rentables et fiables est une responsabilité que nous devons partager et que nous devons continuer à aborder en tant que collectivité mondiale. Les actions prises par tout pays pour mal utiliser ou mal gérer ses ressources énergétiques sans tenir compte des conséquences mondiales de ces actions auront une incidence négative sur chaque pays. À mesure que les ressources énergétiques traditionnelles diminueront et qu'elles seront plus difficiles à exploiter, la sécurité énergétique deviendra une composante encore plus critique de la sécurité économique et nationale.

Quelques tendances clés constituent un aspect particulièrement préoccupant. La majeure partie de l'énergie qui alimente les économies mondiales d'aujourd'hui est dérivée de combustibles fossiles, en particulier le pétrole, et cette énergie provient d'un nombre relativement petit de producteurs. La dépendance du monde à l'égard de quelques pays n'est ni responsable ni viable à long terme. Des prix records du pétrole indiquent une capacité de production limitée de pétrole de rechange sur le marché mondial en raison du manque d'investissements dans les nouveaux approvisionnements et des niveaux imprévus de la croissance de la demande dans de nombreuses régions du monde. Les ressources se trouvent souvent dans des endroits difficiles d'accès, problématiques sur le plan de l'exploitation géologique, politiquement instables ou réticents aux nouveaux investissements. Les quelque deux milliards de personnes qui n'ont pas accès à de l'énergie fiable et abordable présentent un défi à nos objectifs de réduction de la pauvreté. Les défis associés aux changements environnementaux et climatiques ne feront que s'accroître au cours des prochaines années et nécessiteront des solutions qui prévoient de l'énergie pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté tout en assurant la sécurité à long terme de notre planète.

Pour composer avec une grande diversité de conséquences possibles de ces tendances, nous devons employer des politiques ouvertes sur l'avenir qui abordent proactivement les défis énergétiques d'aujourd'hui et de demain. Nous devons maintenir un mélange énergétique provenant de sources variées. Aux États-Unis, nous nous efforçons d'être de meilleurs consommateurs en déployant des efforts pour promouvoir la conservation et diversifier nos sources d'approvisionnement. Nous travaillons à apporter des améliorations énergétiques à nos maisons, lieux de travail et moyens de transport. À long terme, le département de l'Énergie se concentrera sur les technologies internationales qui modifieront fondamentalement la façon dont nous produisons et consommons l'énergie. Entre-temps, nous devons utiliser les ressources énergétiques à notre disposition de la façon la plus efficace, efficace et stratégique possible.

Voici certains des objectifs américains dans l'atteinte d'un marché énergétique mondial plus diversifié en vue d'améliorer la sécurité énergétique mondiale :

- Augmenter la production énergétique pour répondre aux besoins d'une économie mondiale en croissance;
- Utiliser la technologie pour diversifier les types d'énergie que nous consommons, améliorer l'efficacité énergétique et réduire le fardeau environnemental de la consommation d'énergie;
- Améliorer les climats d'investissement dans les pays qui abondent de ressources et appliquer la tarification en fonction du marché;
 - Moderniser et protéger l'infrastructure énergétique mondiale.

Aperçu des ressources énergétiques de l'hémisphère occidental

L'hémisphère occidental fournit le quart de pétrole brut mondial, le tiers du gaz naturel mondial, près du quart de sa production de charbon et plus du tiers de l'électricité mondiale.

La production de pétrole est concentrée dans quelques pays et les États-Unis, le Canada, le Mexique, le Venezuela et le Brésil produisent presque 90 p.100 du pétrole brut de l'hémisphère. Les ressources en pétrole conventionnelles sont à la baisse et l'hémisphère occidental importe environ 30 p. 100 des livraisons mondiales de pétrole et le quart des produits pétroliers pour répondre à ses besoins grandissants. En 2003, la consommation totale de pétrole dans l'hémisphère s'élevait à 29,5 millions de barils par jour et le total de production liquide était de l'ordre de 22,3 millions de barils par jour.

Il a peu de producteurs majeurs de gaz naturel dans l'hémisphère et le Canada et les États-Unis produisent plus de 80 p. 100 de son gaz naturel. Les réserves de gaz sont importantes, mais elles représentent moins de 10 p. 100 des réserves mondiales. En 2003, la consommation de gaz naturel sec dans l'hémisphère était de 31,2 billions de pieds cubes et sa production, de 31,2 billions de pieds cubes.

Les États-Unis produisent environ 90 p. 100 du charbon de l'hémisphère et détiennent des réserves importantes. En 2005, la consommation de charbon s'élevait à 1 135 million de tonnes américaines et sa consommation, à 1 120 million de tonnes américaines. La production d'électricité est liée à la taille économique; les principaux producteurs d'électricité sont les États-Unis, le Canada, le Mexique et le Brésil. Ces quatre pays fournissent plus de 90 p.100 de l'électricité de l'hémisphère. En 2003, la consommation nette d'électricité dans l'hémisphère occidental était un peu plus de 5 billions de kilowatt-heures et sa production, de presque 5,5 billions de kilowatt-heures.

Les réserves de pétrole brut de l'hémisphère sont importantes —elles occupent le deuxième rang mondial hors du Moyen Orient, selon certaines estimations, grâce en grande partie aux 174 milliards de barils de sables bitumineux du Canada. Le Venezuela détient également de très importants gisements de pétrole estimés à au moins 270 milliards de barils, mais ce ne sont pas encore des réserves prouvées. Le Mexique présente du potentiel, mais il s'agit de réserves non prouvées de plus de 50 milliards de barils. Le Brésil vient au deuxième rang en Amérique du Sud des réserves prouvées, lesquelles s'établissent à 11,2 milliards de barils; le Venezuela occupe le premier rang.

Notre accent sur l'hémisphère occidental commence ici, au pays. Les ressources domestiques américaines fournissent une majeure portion des produits consommés aux États-Unis. Sur le plan des réserves mondiales de pétrole brut, notre pays occupe le 11^e rang avec 21,4 milliards de barils et continue à produire environ 40 p. 100 du pétrole qu'il consomme ou encore 8,25 millions de barils par jour (y compris le pétrole brut, le GNL, les gains de processus de raffinerie et autres intrants). Les réserves intérieures continueront à jouer un rôle important dans notre sécurité énergétique et des possibilités existent pour une production intérieure accrue. En dépit du déclin constant de la production alaskienne, les puits de l'État continue à fournir une moyenne d'environ 872 000 barils par jour ou environ 17 p. 100 du total de la production américaine de pétrole brut. La Réserve faunique nationale de l'Arctique est le site le plus prometteur de pétrole en Amérique. L'exploitation d'une très petite portion de la réserve permettrait éventuellement de produire jusqu'à un million de barils par jour, ce qui réduirait notre dépendance sur les sources d'énergie étrangères.

Pour ce qui est du gaz naturel, les analystes ont observé un déclin de la production américaine en 2005 en raison des répercussions des ouragans, mais les États-Unis détiennent toujours la sixième plus importante réserve mondiale, soit 192,5 billions de pieds cubes. La production continue à se situer de 18 à 19 billions de pieds cubes par année et les niveaux de consommation, de 22 à 23 billions de pieds cubes par année. Les importations, bien sûr, comptent pour le reste, avec la majeure partie de ces approvisionnements provenant de l'hémisphère occidental, surtout transportés sous forme gazeuse d'une pipeline du Canada, mais également importés comme gaz naturel liquéfié (GNL) par les cinq terminaux d'importation du pays. Il faut noter que le Mexique importe du gaz naturel des États-Unis. Au cours des dernières

années, l'alimentation énergétique au gaz naturel a augmenté sa part des sources d'énergie aux États-Unis.

Le charbon continue à être un élément vital de notre mélange énergétique, de même que nos importantes sources d'énergie nucléaire et renouvelable. La production des houilleurs américains compte toujours pour près du quart de la consommation énergétique totale des États-Unis et l'expansion de la technologie liée au charbon propre fournira une demande encore plus importante pour cette ressource abondante au pays – environ 21 p. 100 de la production annuelle mondiale. L'énergie nucléaire constitue environ 20 p. 100 de la production d'électricité au pays, uniquement devancée par le charbon, et l'énergie renouvelable de sources hydroélectriques, solaires, géothermiques, éoliennes et vertes est de plus en plus utilisée pour fournir aux États-Unis une base énergétique intérieure sûre et stable.

Les technologies qui rendent – et qui rendront – ces deux sources viables ont bénéficié d'une importante poussée lorsque le président Bush a signé la loi relative à la politique énergétique (Energy Policy Act of 2005 ou EAct 2005) et l'initiative d'énergie avancée du président (Advanced Energy Initiative ou AEI) qu'il a annoncée lors de son discours sur l'état de l'Union 2006. Ce sont là deux étapes audacieuses qui stimuleront l'usage plus poussé des sources d'énergie avancées. La loi EAct 2005 consiste surtout en importantes mesures qui permettront de promouvoir une plus grande efficacité énergétique et un approvisionnement d'énergie plus diversifié, à savoir des encouragements fiscaux pour des sources d'énergie exemptes d'émissions et renouvelables, et un accent plus prononcé sur l'énergie nucléaire. Le président a insisté sans cesse sur l'importance d'utiliser des technologies énergétiques plus propres et plus efficaces pour aider à répondre aux besoins énergétiques de la nation tout en minimisant les répercussions environnementales. L'AEI démontre l'engagement des États-Unis à investir dans son avenir énergétique au moyen d'avances technologiques.

Le Canada est notre plus important partenaire énergétique dans l'hémisphère et au monde. L'approvisionnement énergétique actuel et futur et notre infrastructure énergétique intégrée renforcent davantage des liens qui sont déjà stratégiques et fructueux.

Les provinces canadiennes de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan fournissent la majeure partie de nos importations de gaz naturel et le Canada pourvoit plus de 80 p. 100 du gaz naturel entrant aux États-Unis. Il y a un nombre de nouveaux projets de pétrole et du gaz sur l'horizon canadien. Cependant, la production actuelle du Canada a ralenti et nous devons promouvoir l'adhésion totale au gaz naturel liquéfié auprès des autres pays pour fournir de l'appui supplémentaire à la forme gazeuse traditionnelle canalisée.

L'importance d'établir un marché américain entièrement intégré va au-delà des liens économiques et culturels solides. Plus de 25 p. 100 de la totalité des importations américaines de pétrole et de produits pétroliers nous viennent du Canada et du Mexique – 16 p. 100 et 12 p. 100 respectivement – et la perspective de hausses marquées de la production de pétrole brut dans les deux pays en raison de poussées technologiques dans les sables bitumineux du Canada ou de l'appui du Mexique aux investissements énergétiques du secteur privé solidifierait davantage ces liens. Le Groupe de travail nord-américain sur l'énergie du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité a facilité l'exploitation optimale de ressources, de l'infrastructure et de l'utilisation finale à l'échelle du continent.

Bien sûr, d'autres pays ont un rôle important à jouer pour assurer la sécurité énergétique et la prospérité économique de l'hémisphère. Nous avons de longs antécédents énergétiques avec le Venezuela et nous voulons que cette relation mutuellement avantageuse continue. Le Venezuela envoie environ 60 p. 100 de ses exportations de pétrole aux États-Unis, ou l'équivalent de près de 1,5 million de barils par jour. L'un des plus importants débouchés de la compagnie de pétrole de l'État vénézuélien, Petroleos de Venezuela (PdVSA), se trouvent sur nos côtes. Le Venezuela a installé ses raffineries CITGO aux États-Unis pour utiliser le pétrole brut acide et lourd de ce

pays comme charge fraîche. Peu de raffineries de ce type existent ailleurs dans le monde en nombre suffisant pour rendre les importations de pétrole brut du Venezuela économiques. Nos raffineries de la côte Ouest importent environ 195 000 barils de pétrole par jour de l'Équateur; par ailleurs, il y aura de plus en plus d'importations de Colombie, du Brésil et d'autres pays. En 2005, 49 p. 100 des importations américaines de pétrole brut et de pétrole provenaient de pays de l'hémisphère occidental.

Les approvisionnements de GNL sont de plus en plus en demande aux États-Unis et de nouvelles dispositions de la loi EAct 2005 devraient nous permettre d'accroître la capacité d'importation. Nos futurs approvisionnement de GNL sont censés provenir de cet hémisphère ou du moins passer pas des installations de GNL situées dans notre hémisphère. Le Mexique est en train de construire deux usines de regazéification de GNL – l'une sur la côte du Pacifique et l'autre dans le golfe du Mexique – avec sept autres sites à différents étapes d'évaluation, totalisant 6,5 milliards de pieds cubes par jour de gaz naturel. Pour sa part, le Canada envisage sept sites de GNL, dont six qui font actuellement l'objet d'une étude d'impact environnementale ou d'un examen réglementaire. Ces installations compteraient pour près de 5 milliards pieds cubes. Le GNL qui entre au Canada et au Mexique pourrait être regazéifié dans ces pays puis expédié par pipeline aux États-Unis. Les importations de GNL pourraient également compenser la nécessité pour un pays d'importer du gaz des États-Unis.

Cependant, à l'heure actuelle, nous n'avons pas de partenaires de GNL aussi, ou même plus, fiable que Trinité-et-Tobago. Ce pays des Caraïbes compte pour plus de 70 p. 100 de la totalité de nos importations de GNL et il continue à offrir plus en ligne, avec l'ouverture d'un quatrième train – ou unité de production – cette année. Cette source de gaz naturel proche et fiable a une incidence importante sur les marges critiques de notre situation d'approvisionnement et la production accrue à Trinité-et-Tobago aidera soulager une partie de la pression imposée sur nos ressources traditionnelles. Une autre source excitante de GNL se concrétisera au Pérou à mesure que le pays exploitera le champ de gaz naturel à Camisea. Au début de l'année, un consortium international a donné le premier coup de pioche d'une installation de liquéfaction. Le Pérou détient au moins 11 billions de pieds cubes en réserves, mais s'il explore davantage, ce chiffre ne fera qu'augmenter.

La réserve de gaz naturel prouvée de la Bolivie, qui est de l'ordre de 24 billions de pieds cubes – la deuxième la plus importante en Amérique du Sud (y compris Trinité-et-Tobago) – pourrait se révéler une formidable plateforme de prospérité économique si ces ressources atteignent les marchés internationaux. De plus, le Venezuela détient les plus importantes réserves de gaz du continent, soit 151 billions de pieds cubes, mais de l'expertise et des investissements significatifs sont nécessaires pour exploiter cette ressource substantielle. Cependant, en raison de l'exploitation très lente de ses ressources de gaz à court terme, le Venezuela planifie de construire une pipeline vers la Colombie au moyen duquel il importera du gaz naturel utilisé dans la production de son pétrole lourd et d'inverser le débit plus tard, une fois que les approvisionnements de la Colombie diminuent et que ses ressources sont exploitées.

L'exploitation et l'intégration du gaz naturel dans notre hémisphère sont sur un chemin précaire. Nous continuons à observer avec intérêt les différents plans d'intégration du gaz naturel dans l'hémisphère. Les deux plus importants projets envisagés sont les suivants :

- Un pipeline de gaz naturel d'Amérique centrale reliant le Mexique et la Colombie tout en desservant Guatemala, Honduras, El Salvador, Belize, Nicaragua, Costa Rica et Panama.
- Un « anneau de gaz » qui relierait le Pérou, le Chili, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Brésil, avec la possibilité d'ajouter la Bolivie.

Bien que la majorité de la consommation de l'hémisphère dépend d'hydrocarbures, certains pays continuent à investir dans la production d'énergie renouvelable et de puissance nucléaire. La production d'énergie hydroélectrique a été le soutien principal des pays d'Amérique latine pendant de nombreuses années. Les petits états insulaire des Caraïbes doivent réduire leur dépendance sur le pétrole et continuer à explorer le déploiement de nouvelles technologies liées

à l'exploitation des sources d'énergie solaire, géothermiques et éoliennes. Un nombre d'organisations multilatérales et de banques de développements, notamment la Banque interaméricaine de développement, ont un rôle très constructif à jouer, à savoir faire valoir l'utilisation de ces ressources non traditionnelles et encourager plus d'investissements privés dans ces sources d'énergie. En minimisant le besoin d'avoir recours à un pétrole étranger dispendieux, la prospérité future des plus petites économies pourrait s'améliorer.

D'autres sources d'énergie renouvelable, comme le vent, le soleil et la biomasse, sont devenues des options économiquement possibles pour la production d'énergie pour de nombreux pays tandis que d'autres ont exploré l'utilisation accrue de biodiésel dans le secteur du transport. Bien sûr, l'usage bien documenté de l'éthanol par le Brésil un modèle pour la région dans le domaine du transport.

Une petite capacité de production d'énergie nucléaire existe dans l'hémisphère occidental, dans des pays autres que les États-Unis. Le Canada produit environ 15 p. 100 de son électricité à partir de 18 unités nucléaires opérationnelles, dont 15 sont situées en Ontario. Ottawa et les provinces continuent à explorer la construction d'une centrale de puissance maximale supplémentaire, mais le pays doit également relever les défis, tout comme nous, de régler les pénuries de la main-d'œuvre, le vieillissement des usines et le rétablissement des permis d'exploitation d'usines. Le Mexique a publié des estimations indiquant qu'il doit augmenter sa puissance maximale de 50 p. 100 au cours des 12 prochaines années. Il envisage de construire de nouvelles centrales nucléaires qui joindront ses deux installations actuelles pour répondre à ces besoins. Le Brésil et l'Argentine ont aussi des programmes d'énergie nucléaire actifs. Les activités des deux centrales nucléaires de Cuba sont toujours en suspens.

Production énergétique améliorée

L'hémisphère occidental fournit des quantités importantes de l'énergie mondiale, produisant environ le quart du pétrole brut mondial, le tiers du gaz naturel mondial, près du quart de son charbon et environ 35 p. 100 de l'électricité du monde entier. Les réserves de pétrole et de gaz non découvertes dans l'hémisphère sont estimées à 30 p. 100 et à 20 p. 100 respectivement du total des ressources mondiales non découvertes. Il est fort possible que les producteurs de pétrole de l'hémisphère voient leur production augmenter au cours de la prochaine décennie. Cependant, ils devront faire face à des défis techniques, économiques et politiques.

Les marchés intégrés offrent la possibilité d'optimiser l'utilisation de nos approvisionnements actuels d'énergie, non seulement grâce à des économies de taille, mais aussi au moyen d'économies de précision en vertu desquelles l'offre et la demande convergent de façon la plus efficace possible, réduisant ainsi le gaspillage énergétique. D'une perspective commerciale, les États-Unis ont démontré leur engagement aux marchés ouverts mutuellement avantageux; l'ALENA, la CAFTA-DR, l'accord de libre-échange andin et l'Initiative concernant le bassin des Caraïbes en sont tous des exemples. Nous avons revigoré nos liens avec des organisations régionales telles que Caricom pour faciliter une plus grande coopération étant donné que les pays des Caraïbes ressentent les dures répercussions du coût élevé continu du pétrole et du gaz. Notre relation nord-américaine trilatérale en matière d'énergie est un bon exemple de l'intégration basée sur les principes axées sur le marché et sur les communications fréquentes et ouvertes. Des marchés intégrés fructueux nécessitent un cadre d'investissement stable et des liens solides avec les intervenants pour assurer que les ressources sont exploitées efficacement et d'une façon écologique et acceptable par le public.

Nous continuerons à promouvoir l'importance d'un climat d'investissement stable et transparent qui incite le secteur privé à investir pour libérer des ressources naturelles précieuses. Lorsqu'elles sont exploitées d'une manière responsable, les ressources naturelles aideront de nombreuses économies d'Amérique latine à se sortir de la pauvreté. Cette exploitation est un autre domaine où la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement devrait jouer un rôle de premier plan.

Régions possibles de nouvelle production

Il existe un potentiel supplémentaire de production de pétrole et de gaz en Amérique du Nord. Le Canada est le fournisseur principal de pétrole importé des États-Unis et de nouvelles ressources notables se pointent à l'horizon. Selon les nouveaux règlements relatifs au dénombrement des réserves, lesquelles comprennent désormais les sables de pétrole lourd de l'Alberta, le Canada – en raison des ses 174 milliards de barils de réserves prouvées de sables bitumineux – se classe au deuxième rang derrière l'Arabie Saoudite sur le plan des réserves mondiales.

Le Canada a ouvert son secteur de l'énergie aux investissements du secteur privé, ce qui lui a permis d'avoir accès à la technologie nécessaire pour exploiter ses réserves d'énergie non conventionnelles. Selon l'EIA, avec des investissements de plus de 25 milliards déjà alloués aux sables bitumineux, la production devrait atteindre environ 1,8 million de barils par jour d'ici 2010 et 2,3 millions de barils par jour d'ici 2015. En 2015, près de deux barils sur trois de production de pétrole canadien proviendront des sables bitumineux. D'ici 2020, les exploitants de sables bitumineux et leurs partenaires auront investi plus 100 milliards dollars.

Les États-Unis, tout comme le Canada, ont d'importantes réserves de nouveaux pétroles dans leur pays respectif. Cependant, pour produire ces réserves, ils devront surmonter de nombreux défis : une meilleure disponibilité du capital et de travailleurs compétents, une incertitude financières, des limites à l'approvisionnement de gaz naturel, des problèmes environnementaux et le besoin d'une infrastructure adéquate pour traiter et transporter le produit. Les États-Unis et le Canada continuent à coopérer à la création et à l'application de nouvelles technologies requise pour déverrouiller le potentiel de ces ressources et réduire les répercussions associées à leur développement. La technologie a été et continuera d'être la clé pour y arriver.

Le Mexique a également un grand potentiel d'augmenter sa production. Cependant, des dispositions dans sa constitution interdit les investissements privés dans le secteur du pétrole et du gaz, limitant la production et capacité du pays d'avoir accès à de nouvelles technologies qui pourraient améliorer les résultats. L'administration Fox a proposé de nombreuses réformes énergétiques pour inciter les investisseurs privés à exploiter ses ressources. Jusqu'à maintenant, les efforts de réforme n'ont pas donné les résultats escomptés, ce qui laisse supposer une lente progression des choses. À l'échelle mondiale, le Mexique occupe le 14^e rang en matière de réserves prouvées de pétrole avec 12,9 milliards de barils, mais il doit importer l'essence et 25 p. 100 du gaz naturel nécessaire des États-Unis, même s'il présente le potentiel d'être un exportateur de gaz naturel en raison de réserves de taille. Bien que le Mexique détienne la septième plus grande réserve de gaz de l'hémisphère occidental, sa demande de gaz naturel (surtout pour la production d'électricité) a dépassé sa production. Qui plus est, les projections suggèrent que le pays continuera à importer du gaz naturel pour le reste de la décennie. Il doit envisager d'importer du GNL et du gaz des États-Unis pour répondre à sa demande. Une partie de ce GNL pourrait bénéficier aux consommateurs de notre pays, surtout en Californie. Deux nouveaux projets d'importation de GNL sont en cours au Mexique et de nombreux ont été annoncés, mais le gaz naturel de ces projets n'est pas censé atteindre les consommateurs américains avant 2007. Grâce à des mécanismes de coopération comme le Groupe de travail nord-américain sur l'énergie, nous continuerons à travailler avec le Canada et le Mexique à augmenter leur production de pétrole et de gaz. L'infrastructure transfrontalière pour le commerce de gaz naturel et d'électricité existe, même si le commerce d'électricité demeure limité.

Les États-Unis et le Mexique entretiennent des liens coopératifs depuis longtemps en matière d'énergie. En outre, le département américain de l'Énergie et le secrétariat mexicain de l'Énergie (SENER) ont établi des liens solides et actifs depuis 1981 et ils coopèrent bilatéralement à la politique et au commerce énergétiques, principalement sous les auspices de l'Energy Working Group of the U.S.-Mexico Binational Commission (groupe de travail sur l'énergie de la commission binationale entre les États-Unis et le Mexique). Le département américain de l'Énergie et SENER continuent à insister sur notre coopération accrue aux questions de commerce énergétique et d'énergie transfrontalière et sur l'application de notre vision partagée

de coopération des sciences et des technologies. Des possibilités notables existent sur le plan de l'exploration et de la production du pétrole exploité en mer, mais des investissements privés sont nécessaires pour que le Mexique réalise le potentiel de ses réserves d'hydrocarbures.

Au Venezuela, le pétrole lourd présente un potentiel additionnel important. Selon PdVSA, le Venezuela aurait jusqu'à 270 milliards de barils de gisements extra-lourds et de bitume. Pour exploiter ces ressources, le Venezuela a besoin d'investissements majeurs, similaires au niveau actuel investi dans le secteur des sables bitumineux du Canada (une somme d'environ 25 milliards jusqu'à maintenant et qui est censée atteindre 100 milliards d'ici 2020). Le Venezuela nécessite l'expertise technologique pour exploiter pleinement cette importante réserve. À l'heure actuelle, la production de PdVSA connaît une baisse importante – presque 50 p. 100 de moins que sa valeur maximale. La totalité de la production brute actuelle du Venezuela s'élève seulement à 2,5 millions de barils (EIA, février 2006). Il s'agit du plus bas niveau de production de PdVSA depuis la grève des travailleurs de l'industrie pétrolière au Venezuela en 2002-2003 et il illustre à quel point le PdVSA a besoin d'investissements et d'expertise technique. Sans nouveaux investissements, la production future est censée continuer à chuter. Malgré l'annonce de nouveaux programmes expansifs pour les secteurs des raffineries, des pétroliers et du gaz naturel, nul ne semble savoir comment le programme ambitieux du pays sera financé, même avec des prix élevés de pétrole, étant donné le manque d'expertise et la restriction accrue à l'égard des investissements étrangers dans le secteur du pétrole.

L'exploitation de ressources naturelles inexploitées de cet hémisphère pourrait être un instrument de prospérité économique dans de nombreux pays. Les États-Unis travaillent avec des établissements financiers à promouvoir l'utilisation de revenus des extractions énergétiques comme moteur de développement économique.

Utilisation de la technologie pour diversifier les carburants et améliorer l'efficacité énergétique
Miser sur la puissance des technologies et des marchés pour améliorer la conservation et l'efficacité énergétiques est un autre objectif clé pour assurer une plus grande sécurité énergétique. Le prix élevé du pétrole a de nouveau suscité l'intérêt dans d'autres sources de carburants. L'énergie renouvelable offre la possibilité de réduire la dépendance vis-à-vis le pétrole sur certains marchés, mais les pays devront apporter des modifications juridiques et réglementaires pour attirer d'importants investissements privés. Le Brésil est en avance dans ce domaine, avec son usage répandu de carburants de rechange pour les automobiles et ses programmes innovateurs pour encourager un plus grand usage de l'énergie renouvelable dans la production d'énergie. Ce pays a réussi à encourager l'usage domestique de l'éthanol et du biodiésel comme carburant de transport en utilisant, en partie, des subventions d'éthanol dès le début de la commercialisation et en profitant de la nouvelle technologie pour promouvoir l'usage répandu de véhicules polycarburants. Durant les 10 premiers mois de 2005, 650 883 véhicules polycarburants ont été vendus au Brésil par rapport à 580 063 voitures ordinaires achetées durant la même période. Le Brésil tente d'accroître l'usage domestique de l'éthanol et de promouvoir un plus grand usage de ce produit dans le monde entier. D'après les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie, l'éthanol à lui seul détient le potentiel de constituer 10 p. 100 de l'utilisation mondiale d'essence d'ici 2025 et 30 p. 100 d'ici 2050, une hausse par rapport au chiffre actuel de 2 p. 100.

La prolifération de la technologie et des sources d'énergie renouvelable offre aux pays de l'hémisphère la possibilité de diversifier leur mélange d'énergie par rapport aux carburants traditionnels et dispendieux et de réduire les émissions liées à la production énergétique traditionnelle. Dans certains cas, la production d'énergie renouvelable offre la chance de raviver l'industrie intérieure, comme ce peut être le cas en Amérique centrale et dans les Caraïbes en ce qui concerne la culture de la terre et le traitement de l'éthanol.

Par exemple, les pays des Caraïbes dépendent largement du pétrole comme source d'énergie primaire. En 2002, les îles de la région des Caraïbes ont consommé 2,4 quadrillions BTU d'énergie totale. Le pétrole comptait pour 93 p. 100 de cette quantité. La majeure partie de

l'électricité produite dans la région provient de sources thermiques conventionnelles, principalement des centrales au mazout. La dépendance des îles sur le mazout les rend vulnérables aux prix du marché. Il existe d'excellentes possibilités de mettre fin à cette dépendance au moyen de la planification énergétique viable. La coopération régionale entre les gouvernements de la région en vue de normaliser les règlements en matière d'énergie et coordonner la planification pourrait aider à miser sur le financement disponible pour introduire une technologie énergétique propre, renouvelable et efficace.

Établissement de partenariats technologique multilatéraux

L'usage accru de carburants de rechange et la promotion d'une plus grande efficacité énergétique dans un avenir rapproché au moyen des technologies existantes nécessitent un effort constant et concerté. Cependant, il est tout aussi important d'aborder les besoins futurs en matière d'énergie en travaillant ensemble à créer des technologies transformationnelle de la prochaine génération. Le président Bush a demandé une hausse de 22 p. 100 du montant accordée à la recherche d'énergie propre pour accélérer ces poussées technologiques. Les États-Unis ont dépensé près de 10 milliards de puis 2001 sur la recherche et le développement afin de réduire les coûts avancés des options énergétiques, telles que l'électricité provenant de sources éoliennes et photovoltaïques et les biodiésel pour le transport. Ces fonds donnent lieu à de nombreux efforts technologiques bilatéraux et multilatéraux qui peuvent aider à accélérer le déploiement d'options ayant de basses émissions nettes de dioxyde de carbone. Voici quelques exemples de nos nombreuses initiatives technologiques de la prochaine génération :

International Partnership for the Hydrogen Economy ou IPHE (partenariat international pour l'économie de l'hydrogène)

Les États-Unis travaillent avec 15 autres pays à accélérer le déploiement de technologies de l'hydrogène économique par l'entremise de l'International Partnership for a Hydrogen Economy (IPHE). L'hydrogène présente un grand potentiel de servir comme vecteur énergétique de l'avenir au moyen duquel une diversité de sources énergétiques sont converties en hydrogène, lequel est ensuite utilisé dans des piles à combustible extrêmement efficaces pour faire fonctionner des voitures, des camions, des centrales et des usines. Dans l'hémisphère occidental, le Canada et le Brésil font partie de ce partenariat.

Carbon Sequestration Leadership Forum ou CSLF (forum sur le leadership en matière de séquestration du carbone)

Le charbon continuera à dominer la production d'énergie dans de nombreux pays dans un avenir prévisible. Pour continuer à utiliser cette ressource abondante à la lueur des préoccupations relatives au réchauffement du globe et de la contribution substantielle de centrales au charbon aux émissions de carbone mondiales, il est vital d'encourager des investissements dans les centrales au charbon les plus efficaces et les moins polluantes qui soient disponibles. À long terme, il est également important de construire et de déployer des centrales au charbon qui séquestrent le carbone comme l'usine de démonstration FutureGen dont les travaux de construction ont commencé, comme solutions de rechange abordables au lieu d'usines au charbon conventionnelles. Le cadre de collaboration sur les technologies de séquestration est le Carbon Sequestration Leadership Forum américain (CSLF), dont les 16 partenaires sont admissibles à participer à FutureGen. Le Brésil, le Canada, la Colombie et le Mexique sont les partenaires de l'hémisphère.

Generation IV International Forum ou GEN-IV (forum international Generation IV)

Le Generation IV International Forum (Gen-IV) utilise la technologie nucléaire de la prochaine génération comme source d'approvisionnement énergétique à zéro émission. Les États-Unis, en compagnie de 10 autres partenaires, y compris les pays de l'hémisphère occidental, travaillent à construire des réacteurs nucléaires avec des caractéristiques de sécurité améliorée et des

designs simplifiés qui améliorent l'aspect économique des usines. Nous devons coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à renforcer le cadre de non-prolifération nucléaire pour garder une option robuste de puissance nucléaire civile.

Methane to Markets (méthane aux marchés)

Methane to Markets est un partenariat international qui a pour but de réduire les émissions de méthane mondiales en vue d'améliorer la croissance économique, promouvoir la sécurité énergétique, améliorer l'environnement et réduire les gaz à effet de serre. Figurent parmi d'autres avantages une sécurité minière accrue, la réduction de déchet et l'amélioration de la qualité de l'air locale. L'initiative insiste, à court terme, sur la récupération du méthane et son utilisation comme source d'énergie pure. L'Argentine, le Brésil, le Canada, la Colombie, l'Équateur et le Mexique en sont tous des partenaires.

Le prix élevé du pétrole et du gaz ont créé un élan pour la recherche et le développement, de même que des investissements dans des technologies qui diversifient les sources de carburant et augmentent l'efficacité énergétique. Cependant, planifier notre futur énergétique commun nécessite des investissements, une politique énergétique cohérente et de la planification pour appuyer l'introduction de nouvelles technologies excitantes, un engagement à l'éducation publique sur les origines de l'énergie et les types de technologies disponibles pour améliorer la production et la consommation, et un leadership politique pour prendre des décisions solides dans le but de protéger des ressources pour l'avenir.

Transparence et tarification en fonction du marché

Pour exploiter des ressources d'énergie sûres maintenant et pour l'avenir, des quantités massives d'investissements sont nécessaires pour fournir le capital qui alimentera l'infrastructure, la production et les projets de technologie. Des investissements sont requis pour libérer les approvisionnements de pétrole et de gaz naturel et pour améliorer ou prolonger la durée de vie des sources actuelles. Des politiques attirantes de commerce et d'investissement qui donnent accès à des réserves et qui encouragent l'expansion de la capacité de production du pétrole et du gaz dans le monde entier sont nécessaires pour jumeler la demande dans les pays développés et en développement. Les réserves considérables d'hydrocarbures non exploitées dans l'hémisphère nécessitent d'importantes sommes d'investissement privé. Bien que certains pays, comme le Canada et Trinité-et-Tobago, ont mis sur pied des régimes d'investissement et créé une ouverture qui augment leur production d'hydrocarbures, d'autres ont presque fermé leurs secteurs aux investissements étrangers. D'autres gouvernements, comme celui de la Bolivie, pourrait commencer à rejeter une partie de leur ouverture à l'investissement établie récemment. Le Venezuela continue à changer son régime d'investissement pour refléter les besoins du gouvernement en matière de recettes et son souhait de mieux contrôler le secteur de l'énergie, en dépit du fait que ces décisions aient donné lieu à des niveaux d'investissement sous-optimal. Des conflits d'investissement non résolus dans certains de ces pays, comme l'Équateur, peuvent également prévenir de futurs investissements.

La Colombie est un exemple positif des efforts continus du gouvernement pour augmenter l'investissement énergétique. La Colombie est le quatrième plus important fournisseur d'Amérique latine de pétrole brut et de produits pétrolier aux États-Unis et ils était le 16^e au monde en 2004. Et pourtant, la grande partie des régions de ressources naturelles possibles de ce pays demeure inexploitée. Face à l'éventualité de devenir un importateur net de pétrole, la Colombie a pris des mesures efficaces pour améliorer son climat d'investissement en 2003. Dans le cadre des efforts déployés pour augmenter la transparence et inciter l'exploration, le gouvernement colombien a créé la National Hydrocarbons Agency ou ANH (organisme national d'hydrocarbures) pour administrer le secteur, une responsabilité qui incombait auparavant à la société pétrolière publique Ecopetrol. Par conséquent, Ecopetrol livre bataille à des compagnies privés et les sociétés pétrolières peuvent désormais assumer jusqu'à 100 p. 100 de investissements et des activités de risque pour tous les contrats d'exploration et de production.

Les redevances ont passé d'un tarif fixe de 20 p. 100 à une échelle mobile, commençant à 8 p. 100 pour de plus petites quantités de production et augmentant à 20 p. 100 à mesure que la production croît. Le gouvernement colombien a également établi des méthodes de travail innovatrices avec des compagnies pour aborder les préoccupations de sécurité et a investi des sommes importantes d'argent pour fournir de l'information géologique améliorée et formulé un nombre d'objectifs stratégiques. Cette initiative a pour but d'offrir de nouvelles raisons aux investisseurs de retourner en Colombie et d'explorer sa vaste base de ressources pratiquement inexploitées. Tout au long de 2005, le gouvernement américain a aidé la Colombie à promouvoir des investissements dans son secteur d'énergie faisant valoir un climat d'investissement beaucoup plus ouvert et prévisible. En 2005, l'ANH a signé 31 contrats en amont et 28 contrats d'évaluation technique avec des entreprises privées et avec Ecopetrol, une société publique, surpassant la cible de 30 contrats qu'il s'était donnée pour l'année. En comparaison, l'ANH avait signé 21 contrats en amont et 7 contrats d'évaluation technique en 2004. Les réformes ont réussi à attirer de nouveaux investissements et nous croyons que cette situation persistera au cours des prochaines années.

Le Pérou a également connu des changements positifs. Au cours des dernières années, le gouvernement a accordé de nouvelles licences en vertu d'une structure contractuelle révisée, les compagnies sont allées de l'avant avec les plans d'exploration et de production et des progrès continuent dans le cadre du projet de gaz Camisea et du projet de GNL. Les champs de gaz géants de Camisea, au Pérou, contiennent au moins 11 billions de pieds cubes et jusqu'à 30 billions de pieds cubes. Ils pourraient approvisionner le marché américain, que ce soit directement aux sites de regazéification sur la côte Ouest des États-Unis ou encore dans les installations en construction au Mexique. Le projet de GNL réalisé au Pérou par Hunt Oil verra la construction d'une usine de liquéfaction nécessaire sur la Côte du Pacifique péruvienne pour exporter du GNL vers les marchés étrangers. Il est important que le Pérou continue à s'attaquer sérieusement au projet de GNL pour se tailler une place sur le marché du GNL de la côte Ouest américaine. Tout changement à cette approche visant l'exploitation des ressources de gaz naturel du Pérou constituerait un important revirement à ce point.

Trinité-et-Tobago et le Chili présentent deux possibilités d'investissement. Les vastes réserves de gaz naturel et les efforts de Trinité ont revitalisé le plan de développement et de croissance économique du pays. En exploitant cette possibilité, Trinité-et-Tobago a renforcé sa position de leader de la région et constitue un exemple moderne de la façon dont les ressources énergétiques peuvent ouvrir de nouvelles portes à l'économie d'une nation. Le maintien d'un environnement transparent et d'investissement équitable sera critique à sa croissance comme producteur majeur de GNL dans la région. Dans la même veine, le Chili est en train d'ouvrir la porte à de nouvelles possibilités d'investissement pour garantir les ressources énergétiques nécessaires à sa croissance économique. Le Chili a récemment sollicité des offres d'achat pour le terminal de regazéification de 0,35 milliards de pieds cubes dont la date d'ouverture est prévue pour 2009. Le GNL permettra au Chili de réduire sa vulnérabilité aux coupures des exportations de gaz argentin, ce que l'Argentine a fait plusieurs fois au cours des deux dernières années. Des insuffisances à court terme et des approvisionnements peu fiables ont incité le Chili à sérieusement envisager de nouvelles façons de garantir ses futurs approvisionnements.

Futurs besoins et défis en matière d'investissement

L'AEI estime que l'Amérique latine nécessitera près de 1,3 billions de dollars en investissement dans le secteur énergétique de 2001 à 2030. L'hémisphère occidental, comme tous les pays, doit établir des politiques prévisibles, transparentes et non discriminatoires en matière de commerce et d'investissement pour promouvoir des niveaux adéquats d'investissements locaux et étrangers et intensifier le commerce pour répondre aux besoins énergétiques grandissants. Des changements rétroactifs aux contrats, des conflits d'investissement et des règles peu précises repoussent les investissements et finissent, à la longue, par causer du tort à l'économie et aux citoyens.

Le prix élevée du pétrole et du gaz naturel a entraîné une résurgence du contrôle gouvernemental sur les secteurs énergétiques qui étaient auparavant privatisés ou semi-privatisés. Il s'agit là d'un pas dans la mauvaise direction, ne faisant qu'ajouter des coûts pour les gouvernements et créer des fardeaux économiques supplémentaires. Au Venezuela, un pays qui abonde en ressources naturelles, le gouvernement a réaffirmé le contrôle de l'État sur les ressources naturelles et le pétrole du pays en changeant de façon rétroactive les modalités de contrat et les structures et en insistant sur une plus grande participation de PdVSA dans les projets énergétiques. Contrairement aux affirmations du gouvernement du Venezuela et de PdVSA, les niveaux de production sont à la baisse claims, la production actuelle provient de plus en plus des champs commandités par le secteur privé à mesure que l'investissement et l'expertise dans la compagnie diminuent. Les entreprises étrangères privées ont à vrai dire gelé les nouveaux investissements en raison de l'incertitude de la situation. Au bout de compte, il incombe au gouvernement du Venezuela de décider comment il gèrera son secteur énergétique et de choisir le meilleur usage de ses ressources naturelles. Cependant, nous sommes préoccupés, de même que de nombreux investisseurs, par des chiffres de production à la baisse et des efforts déployés pour soutirer des investissements privés indispensables au maintien des niveaux de production dans l'avenir.

Les ressources de gaz naturel de la Bolivie présentent également une autre possibilité dans la région. Les réserves possibles et prouvées de gaz naturel en Bolivie sont estimées à 54 billions de pieds cubes. Elles ont été découvertes et partiellement exploitées grâce à un investissement privé et la participation d'une compagnie privée dans le secteur énergétique. Malheureusement, l'exploitation de ressources naturelles témoigne d'un passé long et mouvementé en Bolivie. Au cours des deux dernières années, l'exploitation du gaz naturel s'est enchevêtrée dans un plus grand débat politique sur la diffusion du pouvoir et de la richesse dans la société bolivienne. Le nouveau gouvernement de la Bolivie doit choisir d'utiliser ces ressources pour le bien de son peuple ou rester empêtré dans un débat politique et une pauvreté continue. Le défi consiste à tirer des enseignements du passé sur la façon d'embrasser les possibilités que présentent les ressources naturelles comme force positive de développement économique. Des modèles de réussites abondent. Cependant, il est importante de se rappeler l'expérience et la technologie que le secteur privé apporte à l'exploration des ressources énergétiques et nous encourageons la Bolivie à considérer les compagnies d'énergie comme des partenaires. Des communications et des négociations franches sont d'une importance capitale à cet égard.

L'importance de communications et de négociations franches n'a jamais été aussi pressante qu'en Équateur, pays où les conflits d'investissement, les efforts de restructuration de la société publique PetroEcuador et les dispositions législatives qui modifieraient les contrats actuels avec les compagnies pétrolières étrangères pour donner une plus grande part des revenus à l'État menacent l'intérêt du secteur privé dans de futurs investissements d'amont. Un leadership clair des plus hauts niveaux du gouvernement est critique pour régler les conflits et établir des règles précises. Les enjeux sont considérables. Les États-Unis sont très préoccupés par les conflits persistants et insistent sur la nécessité de les régler le plus rapidement et équitablement possible. L'Équateur est doté de 4,63 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole et environ 50 p. 100 de ses exportations sont destinées aux États-Unis, surtout aux raffineries de la côte Ouest.

Plus au sud, la région du cône Sud de l'Amérique du Sud, illustre bien à quel point l'intégration et la coopération sont essentielles aux sous-régions de l'hémisphère. Des pénuries répétées de gaz naturel au cours des dernières années continuent à démontrer que l'incapacité d'établir un climat sain dans un pays peut entraîner des effets adverses sur la sécurité énergétique d'autres pays. Le Chili, qui jouit d'une économie notable et dynamique dans la région, a assumé le contrôle de son futur énergétique en se parant contre une incertitude de la production de gaz naturelle dans le cône Sud. Cependant, les politiques en matière de tarification et l'incapacité d'attirer de nouveaux investissements entravent à l'exploitation des ressources naturelles en Argentine. Les pays de cette région doivent être attentifs aux responsabilités qu'ils ont envers leurs voisins en vertu desquelles ils doivent être des producteurs et des fournisseurs constants de gaz naturel.

Dans le même ordre d'idées, le Brésil se tourne vers ses propres ressources intérieures pour réduire sa dépendance sur les importations boliviennes de gaz naturel. Nous sommes encouragés par la décision du Brésil de continuer à ouvrir son secteur de pétrole aux compagnies étrangères, tel que confirmé par une décision de la cour supérieure l'année dernière.

Il est important de se rappeler que les tendances politiques dans la région ont le potentiel d'éloigner les pays d'une approche axée sur le marché, laquelle consiste à exploiter leurs secteurs énergétiques respectifs. Dix élections présidentielles ont ou auront lieu en 2006 et l'énergie sera sans aucun doute un important sujet de chaque course. Les prix élevés ont catapulté l'énergie dans les débats politiques de nombreux pays et la pression populaire exigeant une baisse des prix élevés de l'énergie ou une plus grande part des revenus de ressources font pression sur les personnalités politiques pour qu'ils offrent des solutions à court terme non viables. Nous sommes conscients de la difficulté économique que les coûts élevés imposent aux plus pauvres segments de la société. Cependant, il ne faut pas oublier que les solutions à court terme appliquées aujourd'hui ne remédieront pas aux politiques énergétiques non viables à long terme. Nous souhaitons un dialogue ouvert avec les dirigeants politiques de la région pour établir un consensus quant à la façon dont la politique énergétique devrait s'adapter à l'éventualité de prix de pétrole élevés.

Les organismes gouvernementaux américains ont travaillé à aborder ces enjeux, et ils continueront à le faire, par l'entremise de dialogues et de contacts périodiques, surtout avec les plus petites collectivités des Caraïbes et de l'Amérique centrale. Nous tendons la main aux établissements internationaux financiers pour nous assurer qu'ils ont les mécanismes adéquats pour aider les pays à composer avec les répercussions de la permanence du prix élevé du pétrole et le choc des prix du marché énergétique. De façon générale, nous appuyons les efforts du Mexique visant à inciter l'exploitation et l'intégration énergétiques en Amérique centrale, de même qu'une plus grande efficacité et utilisation des sources renouvelables de la région. Nous continuerons à promouvoir la participation du secteur privé dans l'exploitation des ressources naturelles et l'offre de nouveaux investissements critiques. Nous irons de l'avant avec nos plans visant à élaborer un mécanisme pour stimuler le financement privé par l'entremise d'un établissement qui finance des études de rentabilité et offre des cotations indépendantes de projet. Finalement, nous appuieront les efforts pour attirer de nouveaux investissements en fournissant des régimes d'investissement clairs, ouverts et stables.

Modernisation et protection de l'infrastructure énergétique

La transformation de l'infrastructure énergétique de l'hémisphère occidental pour qu'elle réponde aux besoins contemporains repose sur l'approfondissement des interconnexions et l'expansion des marchés. Deux efforts exemplifient cette idée – l'une qui est déjà établie et l'autre qui émerge : le marché nord-américain intégré et de nouveaux liens en Amérique centrale. Intégration des marchés énergétiques nord-américains.

L'infrastructure énergétique nord-américaine et le flux énergétique sont de plus en plus interconnectés. La quantité des flux et la complexité de l'infrastructure augmentent.

- Les flux transfrontaliers de pétrole sont très importants pour l'économie de la région. Le Canada et le Mexique sont les fournisseurs clés de pétrole brut des États-Unis. Les produits pétroliers font le va-et-vient entre les pays – transportés dans camions et des pipelines et par bateau.
- Le Canada envoie des quantités majeures de sa production de gaz naturel aux États-Unis au moyen de plusieurs raccordements de pipeline.
- Le gaz naturel est acheminé des États-Unis au Mexique. Il existe plusieurs raccordements de pipeline. À l'heure actuelle, il n'y a pas de flux de gaz naturel du Mexique aux États-Unis, mais si le Mexique construit des terminaux de réception de GNL, les choses pourraient changer.
- Le Canada et les États-Unis sont des importateurs nets de charbon, dont une partie est constituée de charbon métallurgique. Le Mexique importe de petites quantités de charbon des États-Unis.

-- Les connexions électriques qui traversent les frontières des trois pays fournissent d'importants approvisionnements régionaux et aident à compenser le besoin d'une expansion de capacité nationale.

L'expansion de ces interconnexions permet aux trois pays de tenir compte de l'offre et la demande énergétiques sur le plan continental, tout en plaçant leurs priorités nationales au premier rang. Du travail réglementaire coordonné sur le choix de site des terminaux de GNL et des routes de transport est un excellent exemple des avantages qui peuvent découler de la collaboration dans le cadre de cette initiative.

Système d'interconnexion électrique centraméricain (SIEPAC)

Le fait de lier les marchés énergétiques de l'Amérique centrale permettra de hausser l'efficacité du système énergétique de chaque nation, de diversifier son approvisionnement énergétique et de réduire la proportion de l'utilisation de mazout, stimulera l'activité économique. Ces liens présentent également le potentiel de diminuer le prix du carburant et d'inciter des investissements étrangers. À cette fin, les pays de l'Amérique centrale ont commencé à discuter de plans pour lier les réseaux de distribution nationaux de la région en 1960 et espèrent atteindre leur objectif dans les deux à trois prochaines années. Le projet du système d'interconnexion électrique centraméricain (Sistema de Interconexion Electrica para America Central ou SIEPAC) englobe la construction d'une ligne de transport reliant les pays entre Panama et Guatemala, couplée avec des lignes similaires liant le Mexique au Guatemala et Panama à Colombie; la création et le commencement d'un marché centraméricain d'électricité en gros et; la mise sur pied d'un premier système de transport d'électricité régional. La Banque interaméricaine de développement a fourni la plus grande partie du capital pour appuyer le plan d'intégration des réseaux de distribution, en plus des efforts déployés pour promouvoir l'importante d'une électrification rurale et de sources d'énergies rurales. L'intégration énergétique en Amérique centrale améliore non seulement le secteur énergétique, mais elle présente aussi une incidence secondaire. En effet, elle permet de perfectionner le capital humain, de promouvoir les comportements axés sur le marché, d'améliorer la maturité réglementaire, d'assurer l'inviolabilité contractuelle et d'encourager la coordination et la coopération régionales.

Le gouvernement américain au complet est associé à une diversité de moyens d'appuyer et de faire avancer l'intégrations énergétique en Américaine du Nord et en Américaine centrale, comme je l'ai mentionné plutôt. Nous croyons que ce type de coopération et de reconnaissance de l'interdépendance énergétique régionale est exactement ce dont ont besoin les sous-régions de l'hémisphère. Au cours des quelques derniers mois, un nombre de projets d'intégration et d'infrastructure énergétiques régionaux ont fait surface – un « anneau énergétique » et le plan MesoAmerica du Mexique, pour n'en nommer que quelques-uns. C'est avec plaisir que nous discuterons de ces projets lorsque notre avis est nécessaire et nous espérons que les pays engagés dans ces discussions évalueront la viabilité économique de chaque projet, qu'ils envisageront un rôle pour le secteur privé et qu'ils se prépareront à prendre des décisions difficiles sur le plan de la loi, des règlements et de l'investissement pour assurer la réussite des projets d'intégration et d'infrastructure.

Mot de la fin

Les États-Unis reconnaissent que, à titre de pays de l'hémisphère central, notre future énergie fluctuera en fonction de nos voisins de l'hémisphère. Bien que l'énergie évolue dans un marché mondial, notre sécurité énergétique bénéficie du travail que nous effectuons avec nos partenaires de l'hémisphère. Nous pouvons ainsi nous assurer que nous fournissons tous à des niveaux optimaux et que la mise sur pied de notre infrastructure et notre consommation énergétique se produisent aux niveaux les plus élevés et selon les moyens les plus efficaces. Nous croyons que tous les pays tirent avantage d'un hémisphère solide et stable. Nous pensons également que, pour créer un hémisphère solide, stable et prospère, tous les pays doivent baser leur exploitation, transport et utilisation énergétiques sur la fiabilité du marché en ouvrant la porte aux investissements étrangers pour assurer l'exploitation optimale et en utilisant les meilleures

technologies et une grande diversité de ressources énergétiques pour donner les meilleurs choix aux consommateurs.

Cependant, La sécurité énergétique dépend des choix que font les pays et nous sommes inquiets que certaines nations de notre hémisphère posent des choix qui n'optimiseront pas l'exploitation de nos ressources énergétiques. Des actions qui restreignent l'investissement étranger et qui mettent en œuvre ou haussent la portée des industries de l'énergie administrées par l'État limitent leur capacité à avoir accès à des capitaux d'investissement, restreignant ainsi le développement et l'accès à des approvisionnements et à une infrastructure énergétiques. Il s'agit d'un modèle qui pourrait constituer un attrait patriotique, mais qui offre moins de prospérité aux citoyens.

Les compagnies privées ont le capital et les technologies qu'ils peuvent partager de façon qui pourrait bénéficier aux citoyens de chaque pays. Nous pensons que nos partenariats dans la région – avec le Canada et le Mexique dans le Groupe de travail nord-américain sur l'énergie; avec le Brésil; avec la Colombie et le Pérou; avec les pays de l'Amérique centrale; et avec Trinité-et-Tobago – démontrent les avantages associés aux investissements étrangers et aux politiques axées sur le marché pour les Américains et les citoyens de ces pays. Il se peut que d'autres pays fassent d'autres choix, mais leur prospérité à long terme et le mieux-être de leurs citoyens sont en jeu. Les États-Unis sont prêts à travailler avec ses partenaires de l'hémisphère occidental pour assurer un futur énergétique plus solides pour tous nos citoyens – un qui soit fondé sur des marchés ouverts et intégrés et des régimes économiques ouverts et transparents.

(fin du texte)